

# Yannick Jadot se retire et rejoint Benoît Hamon

L'écologiste a jeté l'éponge dans la course à la présidentielle. Il a passé, hier, un « accord formidable » avec le candidat socialiste

**M**a responsabilité [...], c'est de dépasser les ego, de déporter les appareils politiques et de construire la grande aventure de cette élection présidentielle. Alors oui, ce soir, je retire ma candidature. C'est ce sur quoi voteront tous ceux qui ont participé à la primaire écologiste. » La déclaration de l'écologiste Yannick Jadot, hier soir sur le plateau du « 20 heures » de France 2, a mis fin à plus de quinze jours de tractations. Il soutient désormais le socialiste Benoît Hamon et a évoqué l'« accord formidable pour l'espérance » qu'ils ont passé hier après-midi.

## « Un choix qui n'est pas simple »

Yannick Jadot a également demandé à Jean-Luc Mélenchon de les rejoindre (*lire ci-dessous*). Pour être définitif, cet accord doit encore être



Dans cet accord, Yannick Jadot s'est félicité d'avoir obtenu un engagement sur « la sortie du nucléaire en 25 ans », la fin de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou encore davantage de proportionnelle aux élections. (Capture d'écran France 2)

validé par le vote des quelque 17000 électeurs de la primaire écologiste. Mais l'issue du vote fait peu de doute, la consultation sur l'ouverture de discussions avec Hamon et Mélenchon ayant réuni près de 90 % de suffrages favorables. Le vote électronique final doit se

tenir entre aujourd'hui et dimanche. Yannick Jadot avait été désigné début novembre candidat d'Europe Écologie - Les Verts en remportant la primaire aux dépens de l'ancienne ministre Cécile Duflot et des eurodéputés Karima Delli et Michèle Rivasi.

Immédiatement après cette annonce, Benoît Hamon, en meeting à Arras, a assuré être « très heureux du choix de Yannick Jadot, qui n'est pas simple, que je devienne pas simplement le candidat de la Belle alliance populaire mais aussi de l'écologie politique ».

## En image

### Macron et Bayrou, désormais alliés, rivalisent d'amabilités

Au lendemain de « l'offre d'alliance » du leader centriste au candidat d'En marche I, François Bayrou a rencontré, hier, Emmanuel Macron. Tous deux ont échangé pendant un peu moins d'une heure dans un restaurant feutré attendant au Palais de Tokyo, dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Ils ont ensuite rivalisé d'amabilités devant les caméras. « Mon rôle est très simple : je vais tout faire pour aider », a déclaré le maire de Pau. De son côté l'ex-ministre de l'Économie a indiqué, en parlant de cette nouvelle alliance, que « c'est un rassemblement progressiste qui dépasse les clivages ».



(Photo IP3)

### Mélenchon lance un appel au dialogue à Hamon sur France 2

Le candidat de la France insoumise, invité de l'Émission politique sur France 2 hier soir, a annoncé ne « fermer aucune porte » concernant un rapprochement avec Benoît Hamon. « Je suis d'accord dimanche ou lundi s'il le veut pour le rencontrer », a poursuivi Jean-Luc Mélenchon. Il a également demandé « une réponse » à la lettre fixant ses conditions qu'il a adressée à Hamon il y a une semaine. « Si Benoît Hamon me dit : "Je te propose le principe d'une candidature unique", je regarderais ce qu'il propose. Ce n'est pas ce qu'il fait. Ce n'est pas moi qui ferme la porte », a-t-il expliqué.

## Balle au centre

Emmanuel Macron peut-il briser le plafond de verre ? Vaincre la malédiction du centre ? C'est la question qui est désormais posée, l'alliance entre En marche I et le MoDem faisant de lui, de fait, l'héritier du centrisme à la française, cet éternel cocu de la V<sup>e</sup> République. Non que cette famille politique ait jamais disparu. Lorsqu'elle est allée à la présidentielle sous ses propres couleurs (Lecanuet, Poher, Bayrou), elle a souvent fait bonne figure. Qualifiée pour le second tour en 1969, frôlant la qualification en 2007. Mais au bout du compte broyée par le système électoral et institutionnel : l'élection du président de la République au suffrage universel et son implacable second tour, qui oblige à être dans un camp ou dans l'autre. C'est ainsi que le centre, épice de toutes les combinaisons gouvernementales sous la IV<sup>e</sup>, a fini par devenir sous la V<sup>e</sup> (ou aurait pu devenir, sans l'orgueilleuse obstination de François Bayrou) une simple force d'appoint de la droite, justifiant la cruelle formule de Mitterrand : « En France, le centre n'est ni de gauche, ni de droite ».

Ce qui était impossible hier – la victoire du centre, aussi improbable que de voir une pièce lancée à pile ou face s'arrêter sur la tranche – serait-il possible aujourd'hui ? Les sondages suggèrent que oui. À vérifier... Macron a pour lui sa jeunesse, sa « fraîcheur ». Contre lui son in-

expérience des campagnes et un don certain pour la gaffe. Pour lui, son émancipation à l'égard des partis traditionnels. Contre lui, la coalition des mêmes, déterminés à chasser l'intrus, et le manque de poids lourds dans son entourage.

Pour lui, l'espace dégagé par les primaires, qui ont droitisé la droite et gauchisé la gauche. Contre lui, une propension à se réfugier dans le clair-obscur pour ne froisser personne, et qui finit par en agacer beaucoup.

Surtout, il a pour lui l'usure, l'épuisement du modèle alternatif gauche/droite dont les mouvements de balancier rythment la vie politique française. Songez – le cas est unique en Europe ! – que depuis 1981, la France a connu sept alternances. Sept « changements » célébrés avec emphase, suivis d'autant de déceptions, comme si la victoire d'aujourd'hui annonçait déjà la défaite à venir.

Il ne faut pas chercher plus loin l'explication de la montée des extrêmes et de la tentation centriste : si ni la gauche, ni la droite, décidément, ne font l'affaire, les Français sont de plus en plus nombreux à vouloir essayer autre chose.

Et les « autres choses », les solutions inédites, il n'y en a pas trente-six : c'est l'extrême droite, ou c'est un gouvernement de coalition, passant forcément par le centre.

Précisément cette configuration que la V<sup>e</sup> rendait impossible. Que les partis de droite et de gauche n'ont eu de cesse de combattre – alors que de sondages en sondages, une majorité de Français s'y déclarent favorables.

Elle pourrait demain s'avérer incontournable, avec la montée du FN et la fin de l'hégémonie des partis dits de gouvernement (Hamon et Fillon, autrement dit PS et Républicains, ne totalisent aujourd'hui qu'un tiers des intentions de vote et risquent d'être tous deux éliminés au premier tour).

Où l'on voit que ce n'est pas seulement le destin de Macron ou du centre qui est en jeu le 23 avril : ce scrutin pourrait marquer la fin du modèle bipolaire en vigueur depuis un demi-siècle et déboucher sur un changement radical des paramètres qui régissent la vie politique française : nouvelles alliances, nouvelles pratiques institutionnelles. Cela s'appelle une recomposition.

## ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2017 Une journée en campagne

### LES PETITS CANDIDATS EN COLÈRE

Ils s'appellent Philippe Poutou, Pierre Larroutou ou Alexandre Jardin. Au total, six petits candidats à l'élection présidentielle ont dénoncé, hier, « le verrouillage antidémocratique des grands partis ». Ils appellent les élus à leur accorder leur parrainage, afin de pouvoir se présenter. Il faut avoir le soutien de 500 élus pour candidater. La plupart d'entre eux en sont très loin.

### 70 000 POUR UN SEUL CANDIDAT À GAUCHE

70000 personnes ont signé une pétition en ligne appelant à une candidature commune des candidats de gauche. Les signataires annoncent 72 heures de mobilisation citoyenne, du 3 au 5 mars, pour mieux se faire entendre.

### PLACÉ JOUE HAMON GAGNANT

L'écologiste Jean-Vincent Placé, a souvent été raillé pour son envie insistante d'entrer au gouvernement.

Nommé secrétaire d'État chargé de la réforme de l'État en 2016, après avoir quitté EELV, il est le président de la très discrète union des démocrates et des écologistes. À la primaire de gauche, il a voté Valls. Son favori battu, il a toutefois confirmé hier que sont candidat à la présidentielle restait Benoît Hamon, contrairement à un autre ex-écologiste, François de Rugy, passé la veille dans le camp d'Emmanuel Macron. Ce qui lui a valu de grosses critiques de la Haute autorité des primaires citoyennes, déplorant ce « revirement ».